

SHORT NEWS

L'Atelier en chantier

L'année commence mal pour la mairie de Luxembourg, ainsi que pour les tenants de la salle de concert de la rue d'Hollerich. Non seulement que l'opposition politique - notamment les socialistes - ne veut pas entendre parler d'un transfert tel quel de l'Atelier vers l'ancien abattoir d'Hollerich, mais qu'elle réclame un vrai projet culturel et durable avec salles de répétition et cafés à l'appui, maintenant les habitants du quartier résidentiel eux-mêmes s'en mêlent. Dans un courriel qui circule depuis le mois de novembre, ils énumèrent toutes les bonnes raisons de refuser le projet de leur ville. Ainsi, ils voient d'un mauvais oeil les bruits et nuisances à venir, quand l'Atelier sera à Hollerich et ils s'inquiètent aussi des problèmes de parking - car ils ne croient pas en la bonne volonté des spectateurs pour se stationner au Park&Ride Bouillon. De plus, les concernés se plaignent de ne pas avoir été consultés du tout par la mairie sur ce projet. S'ils ne sont pas opposés à ce que l'ancien abattoir reste un endroit pour la jeunesse, car le Skatepark ne les dérange nullement, les signataires de la pétition demandent au moins d'être écoutés. Ce que Paul Helminger vient de leur promettre, tout en annonçant que de toute façon le déménagement ne se fera pas avant deux ans. C'est vrai : juste avant les élections, mieux vaut ne pas aigrir les citoyens.

Avortement, la bataille continue

La bataille pour une loi moderne sur l'interruption volontaire de grossesse a repris en ce début d'année. Lors d'une conférence de presse, les Verts ont rappelé au gouvernement le grand nombre d'oppositions au projet de loi. Ce qui fait notamment grincer des dents, c'est l'obligation faite aux femmes désirant avorter de consulter un centre de conseil ou de planification familiale. Or, comme l'a déclaré la députée Viviane Loschetter, un grand nombre de ces organismes n'a pas forcément une attitude très neutre face à la question. Ceci n'a pas du tout plu à l'Initiative Liewensufank qui a répondu à la députée par voie de communiqué de presse ce jeudi. L'association s'y réfère à ses statuts qui affirment sa neutralité politique et religieuse. Si cette organisation ne semble pas être un repaire de fondamentalistes « pro-vie » et que l'accuser d'avoir une position orientée concernant l'avortement est peut-être trop poussé, il n'empêche qu'elle ne peut nier voir d'un bon oeil ce système de consultation, même si elle ne se prononce ni pour ni contre l'obligation. Par contre, si le gouvernement renonçait à l'obligation de consulter, le problème de l'orientation philosophique des centres d'informations serait secondaire.

woxx@home

Pour la Couronne et le Glaive !

Vous l'aurez remarqué : cette semaine, deux institutions étaient à la une de tous les journaux. Tous ? Non ! Car il y a un petit hebdomadaire, le woxx, qui n'a évoqué ni les problèmes de casting de l'armée, ni l'anniversaire du Grand-Duc Jean. Comment vous dire ? Cela faisait en effet un peu trop d'uniformes à notre goût. Et puis à quoi bon parler d'institutions pas très utiles ? Mais comme nous savons nous montrer de bonne volonté et afin d'éviter une guerre civile, nous proposons une solution à la guéguerre qui oppose le Colonel Ries, ancien chef de l'armée naine, au ministre de l'armée. Lui qui veut reprendre la place au Général Reinig (oui, on l'a fait Général car il se tapait trop la honte devant les copains de l'Otan avec son grade de Colonel) devrait s'en référer à Son Altesse Royale Jean. Le fringant nonagénaire, qui a bouté tout seul les hordes teutonnes hors du pays, reprendrait la place de son fils avant que ce dernier ne vende le reste de la vaisselle pour se payer une semaine à La Havane. Et nous aurions enfin un vrai chef de toutes les armées qui remettrait un peu d'ordre dans tout ce bazar !

AKTUELL

EU-KLIMASCHUTZ

Kleinlaster machen auch Mist

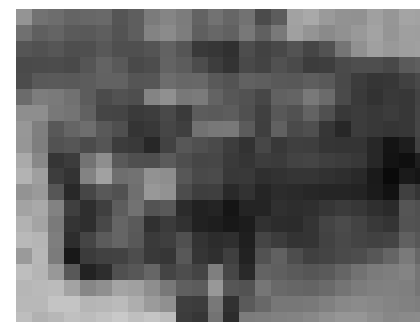
Raymond Klein

Auch die Emissionen der Nutzfahrzeuge tragen zum Klimawandel bei. Die von der EU beschlossene Senkung des CO₂-Richtwerts zeigt aber, dass der Klimaschutz nicht wirklich ernst genommen wird.

Die richtige Dosis Optimismus kann motivierend wirken, zu viel davon kann schädlich sein. Manchmal ist Optimismus auch einfach nur lächerlich. „Die internationale Gemeinschaft hat das internationale Klimaregime durch neue Institutionen und Fonds gestärkt“, befanden laut dem Online-Newsdienst Euractiv.com Kommissionspräsident José Manuel Barroso und Klimakommissarin Connie Hedegaard nach dem Abschluss der Klimakonferenz in Cancún. Und versicherten, die EU sei „entschlossen, ihren angemessenen Beitrag zu den globalen Anstrengungen zu leisten“. Das ist lächerlich, weil in Cancún vielleicht der Verhandlungsprozess gerettet, aber ganz sicher nicht ein weiterführendes Ergebnis erzielt wurde. Und weil den schönen EU-Worten über Verantwortung Taten folgen werden, die völlig unverantwortlich sind.

Jüngstes Beispiel: Vier Tage vor Weihnachten segnete der Umweltministerrat eine Verordnung der Kommission zur Begrenzung des CO₂-Ausstoßes bei leichten Nutzfahrzeugen ab. Dabei wurde der bereits im Oktober 2009 verwässerte ursprüngliche Vorschlag nunmehr vollends seines Gehalts entleert. 2007 hatte die Kommission festgestellt, dass die Autohersteller ihre Selbstverpflichtung zum Klimaschutz nicht eingehalten hatten. Darauf hatte sie mit dem Vorschlag reagiert, unter anderem bis 2012 den CO₂-Ausstoß der neu angemeldeten Nutzfahrzeuge im Durchschnitt auf 175 Gramm pro Kilometer zu senken. Unter dem Druck der Regierungen von Deutschland und Frankreich, die die Interessen der Autokonzerne ihrer Länder vertraten, wurde diese Zielmarke um vier Jahre verschoben. Nach dem jüngst erzielten Kompromiss gilt das Limit erst ab 2017, und für 2020 reichen bescheidene 147 statt der ursprünglich angepeilten 135 Gramm pro Kilometer.

2020 ist eines der Schlüsseljahre in den internationalen Klimaverhandlungen. Die EU hat sich zu einer uni-



Tatra 12 Van (1926-33)

FOTO: CIMMERIAN PRAETOR / WIKIMEDIA

lateralen Senkung ihres CO₂-Ausstoßes um 20 Prozent gegenüber dem Stand von 1990 verpflichtet - was nach Ansicht der Umwelt-NGOs völlig unzureichend ist. Immerhin hat die EU angekündigt, sich zu minus 30 Prozent zu verpflichten, falls ein faires internationales Abkommen zustande kommt.

Der Haken bei der Sache: Die einzelnen Bestandteile der EU-Klimastrategie, wie das angesprochene CO₂-Limit für Nutzfahrzeuge, orientieren sich bestenfalls am 20-Prozent-Ziel, sind aber nicht geeignet, stärkere Senkungen zu erreichen. Damit sinkt die Glaubwürdigkeit des 30-Prozent-Angebots bei den Klimaverhandlungen. Wobei nach Einschätzungen der NGOs bei einer fairen Lastenverteilung zwischen Industrie- und Entwicklungsländern die EU ihren CO₂-Ausstoß sogar um 40 Prozent senken müsste. Solche Ziele liegen aber weit jenseits dessen, was in der aktuellen politischen Konstellation machbar erscheint. Schließlich versuchte die Autoindustrie bis zuletzt, der EU-Kommission ein „gerade noch machbares“ 150-Gramm-Limit bei den Nutzfahrzeugen abzutrotzen. Klimakommissarin Connie Hedegaard machte auch diesmal gute Miene zum bösen Spiel und verkündete: „Die angenommene Regelung senkt die Verschmutzung durch Nutzfahrzeuge und wird zu unseren globalen Bestrebungen, die Emissionen des Transportsektors zu senken, beitragen.“ Diese triviale Feststellung ist korrekt und keineswegs lächerlich - dafür aber fast schon lustig.